



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

15 أبريل 2009

15 Avril 2009

Le CCDH rend effective la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit

Rabat - Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) est parvenu en collaboration avec le gouvernement à rendre effective la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), a annoncé, mardi à Rabat, le président du Conseil, M. Ahmed Herzenni.

Intervenant à l'ouverture d'une rencontre avec des membres du groupe dit "de Casablanca", à l'occasion de la mise en oeuvre de la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit (ville au sud-est du Maroc), M. Herzenni a souligné que la mise en oeuvre de cette recommandation, dans son volet indemnisations, s'avère le stade ultime en matière de réparation à titre individuel et ce, conformément aux normes et critères préconisés par l'IER.

La mise en oeuvre de la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit, par delà les montants qui leur sont alloués, contribuera sans nul doute à lever les souffrances de ces victimes, notamment en ce qui concerne la couverture médicale, considérée comme l'une des formes durables de réparation à titre individuel, a -t- il précisé.

Les victimes de Tagounit (215 personnes), notamment des personnes précarisées et des sans domicile fixe, avaient fait l'objet de raffles entre décembre 1971 et début mars 1972 à Casablanca, en relation avec les préparatifs pour une grande manifestation internationale dans la capitale économique. Ils ont été par la suite emprisonnés pour une durée de près de 28 mois dans un centre de détention à Tagounit. Près de 77 dossiers ont été reçus par l'IER, dont 62 ont bénéficié d'indemnisations, alors que le reste est en instance pour complément de dossier.

Les membres du groupe ont désormais accès à la couverture médicale, hormis quelques cas dont le dossier devra être complété.

La rencontre d'aujourd'hui revêt un caractère historique pour les victimes de Tagounit qui ont subi l'enlèvement et plusieurs formes de torture, a indiqué dans une déclaration à la MAP, M. Mohamed El Ouatikou, ancien détenu à Tagounit, se félicitant à cet égard des efforts déployés par le CCDH pour la mise en oeuvre de cette recommandation spéciale.

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان يستقبل مجموعة ضحايا معتقل "تاكونيت" لإعمال توصية هيئة الإنصاف والمصالحة الخاصة بهم

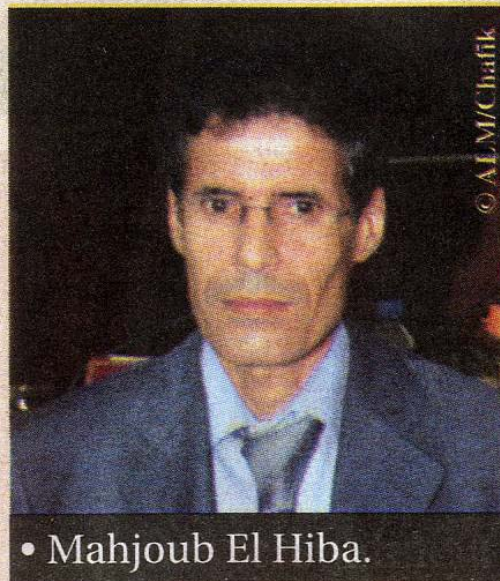
الرباط 14-4-2009 استقبل رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، السيد أحمد حرزني، اليوم الثلاثاء بمقر المجلس، مجموعة ضحايا معتقل " تاكونيت " (الجنوب الشرقي للمغرب) بمناسبة إعمال التوصية الخاصة لهيئة الإنصاف والمصالحة الخاصة بهم .
وشكل هذا اللقاء فرصة لتوضيح المقاربة والفلسفة العامة لتنفيذ التوصية الخاصة المذكورة في إطار متابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجالات عدة، منها تلك الخاصة بجبر الأضرار الفردية، بما في ذلك الحالة الخاصة بضحايا " تاكونيت " .
وقد جاء في التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة، أن عدد ضحايا" تاكونيت" يبلغ 215 شخصا اعتقلوا بالدار البيضاء سنة 1971. وبلغ مجموع الملفات التي توصلت بها الهيئة ، والمعالجة في هذا الإطار، 77 ملفا، في حين بلغ عدد المستفيدين من المبالغ المحولة لبريد المغرب 62 مستفيدا، فيما ينتظر إتمام وثائق ملفات الباقيين.
كما أن بطاقة التغطية الصحية سلمت لمعظم المستفيدين إلا حالات معدودة تحتاج إلى وثائق وقد تم تبليغهم بإرسالها.

وأكد السيد حرزني ، في كلمة بالمناسبة، أن المجلس " توفق في تنفيذ " التوصية الخاصة بضحايا " تاكونيت"، وذلك بفضل الاجتهاد الذي قامت به لجنة متابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة. وأوضح أن تفعيل هذه التوصية، التي تعتبر آخر التوصيات المتعلقة بالتعويضات في إطار جبر الأضرار الفردية، تم طبقا للمعايير والمقاييس العامة المعتمدة من طرف هيئة الإنصاف والمصالحة، وذلك إعمالا لمبدأي العدل والإنصاف.
وأضاف أن الإطار العام الذي اندرج فيه تفعيل هذه التوصية تطلب مجهودا خاصا في الاجتهاد والتدقيق والتفسير والقياس، مشيرا إلى أنه تم تكييف حالة ضحايا معتقل "تاكونيت"، من حيث المعاناة والألام ومكان الاحتجاز ومدته، مع الحالات التي تدخل ضمن الاختصاص الموضوعي للهيئة بالتركيز على مسؤولية الدولة فيما تعرضوا له من أضرار.
وأبرز السيد حرزني أن تفعيل تنفيذ التوصية الخاصة بمعتقلي " تاكونيت" ، والتي بغض النظر عن المبالغ المالية المرصودة لهم، " سيساهم بما لا شك فيه في رفع المعاناة " عن هؤلاء الضحايا، وخاصة في الجانب المتعلق بالتغطية الصحية، الذي يعتبر أحد الأشكال المستدامة لجبر الضرر الفردي، والذي سيتفيد منه الضحايا طبقا لمقتضيات عمل الاتفاقية المتعلقة بها.
من جانبه، أكد السيد محمد الواتيقو المذكوري، ممثل هذه المجموعة ، في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء، أن " لقاء اليوم يعتبر تاريخيا ويمثل ردا للاعتبار " لهذه المجموعة التي عانت في السابق. ونوه السيد المذكوري بالجهود التي بذلها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، من أجل تفعيل توصية هيئة الإنصاف والمصالحة الخاصة بمجموعته ، وبالدعم الذي قدمته لهم جمعيات المجتمع المدني العاملة في مجال حقوق الإنسان، معتبرا أن هذه الخطوة تفتح باب الأمل والمستقبل لأفراد المجموعة وأبنائهم.

INSTANTANÉS

Indemnisation du dernier groupe de victimes des «années de plomb»

Le CCDH a indemnisé un dernier groupe de 215 victimes des «années de plomb», a indiqué mardi Ahmed Herzenni, le président du CCDH. *«Il s'agit des dernières indemnisations individuelles de victimes des atteintes aux droits de l'Homme»*, a déclaré M. Herzenni. *«Même si les*



• Mahjoub El Hiba.

victimes n'étaient pas des politiques, nous avons fait un effort pour les intégrer dans les indemnisations, car elles ont passé une longue période en détention dans des conditions très difficiles», a déclaré à l'AFP Mahjoub El Hiba, SG du CCDH. *«Nous avons insisté sur la responsabilité de l'Etat dans les préjudices subis»*, a indiqué de son côté M. Herzenni.

Le CCDH rend effective la recommandation spéciale de l'IER

Les victimes de Tagounit réhabilitées

Le Conseil consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) est parvenu en collaboration avec le gouvernement à rendre effective la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER), a annoncé mardi à Rabat, le président du Conseil, Ahmed

Herzemi. Intervenant à l'ouverture d'une rencontre avec des membres du groupe dit de Casablanca, à l'occasion de la mise en œuvre de la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit (ville au sud-est du Maroc), M. Herzemi a souligné que la mise en œuvre de cette recommandation, dans son volet indemnités, s'avère le stade ultime en matière

de réparation à titre individuel, et ce conformément aux normes et critères préconisés par l'IER.

La mise en œuvre de la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit, par-delà les montants qui leur sont alloués, contribuera sans nul doute à lever les souffrances de ces victimes, notamment en ce qui concerne la cou-

verture médicale, considérée comme l'une des formes durables de réparation à titre individuel, a-t-il précisé.

Les victimes de Tagounit (215 personnes), notamment des personnes précarisées et des sans domicile fixe, avaient fait l'objet de rafles entre décembre 1971 et début mars 1972 à Casablanca, en relation avec les préparatifs pour une

grande manifestation internationale dans la capitale économique. Ils ont été par la suite emprisonnés pour une durée de près de 28 mois dans un centre de détention à Tagounit.

Près de 77 dossiers ont été reçus par l'IER, dont 62 ont bénéficié d'indemnités, alors que le reste est en instance pour complément de dossier.

MAP

DROITS DE L'HOMME

L'Etat indemnise les victimes du centre de détention de Tagounit

Il s'agit de la mise en œuvre du dernier cas d'indemnisation individuelle

ABDELWAHED RMIICHE

Les faits remontent à fin décembre 1971-début janvier 1972. A l'occasion de la tenue d'une conférence internationale à Casablanca, les autorités procèdent à l'arrestation arbitraire de quelque 215 individus, en majorité des sans abris, des clochards et des mendiants. Elles les embarquent dans des conditions inhumaines aux postes de police puis au centre de détention de Tagounit (extrême sud-est) où ils ont passé plus de 2 ans et demi.

Dans ce centre ils ont été victimes de violations graves des droits de l'homme. Plus de 37 ans après le drame, les victimes, sont reçues au Conseil consultatif des droits de l'homme pour être dédommagés pour les préjudices subis,

conformément aux recommandations de l'Instance équité et réconciliation.

Ce mardi 14 avril 2009, est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire du Maroc contemporain.

Outre la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat, les victimes percevront une indemnité matérielle. De même, qu'elles auront droit à la couverture médicale au même titre que les autres victimes des «années de plomb». Elles pourront aussi, pour certains, prétendre à l'insertion sociale, suivant la procédure en vigueur.

Il s'agit donc d'un des aspects les plus symboliques de ce Maroc qui assume son passé et qui se projette dans l'avenir avec foi et optimisme. « C'est une journée historique. Les victimes souffrent des affres



Ph. Kartouch

77 dossiers instruits

Les dossiers reçus et examinés par l'Instance équité et réconciliation dans le cadre du cas des détenus du centre de Tagounit est au nombre de 77. Parmi eux, 60 dossiers ont fait l'objet d'une décision et ont été adressés au Premier ministre pour leur mise en exécution.

Cela dit, le nombre des bénéficiaires des indemnités matérielles est de l'ordre de 62 sachant que 17 dossiers attendent toujours car ils sont incomplets. L'ensemble du groupe bénéficie de la couverture médicale sauf quelques individus qui doivent

compléter leurs dossiers.

Pour rappel, la réparation des victimes de Tagounit est la dernière opération du genre à être mise en œuvre dans le cadre du registre des indemnités individuelles, comme cela a été signalé par Ahmed Herzenni. Celui-ci rappelle par ailleurs «l'effort exceptionnel» qui a été fourni dans le cas de figure notamment en ce qui concerne « l'interprétation et l'évaluation» de la nature et de l'ampleur du dommage subi, puisque l'arrestation ne revêtait pas un caractère politique.

de l'indigence, de la marginalisation et de la maladie. La réparation va leur permettre de vivre dignement. Nous tenons à exprimer notre reconnaissance au CCDH pour l'effort qu'il a fait pour notre groupe» déclare, ému, Louatiko Mohamed, au nom des victimes.

La démarche du Conseil entre dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation qui avait conclu à la nécessité de procéder à l'indemnisation individuelles des victimes compte tenu des

«souffrances qu'elles ont endurées en tant que citoyens et êtres humains».

«La réunion d'aujourd'hui entre dans le cadre d'une série de rencontres que le CCDH organise depuis deux ans avec les représentants des victimes, les ONG et les médias pour faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'IER, expliquer l'approche adoptée et le degré d'implication de toutes les parties prenantes qu'il s'agisse du gouvernement, des pouvoirs publics ou de la société civile» souligne

pour sa part Ahmed Herzenni, le président du CCDH.

Mais, la réparation des victimes de Tagounit est la dernière opération du genre à être mise en œuvre dans le cadre du registre des indemnités individuelles, relève M. Herzenni. Celui-ci rappelle par ailleurs «l'effort exceptionnel» qui a été fourni dans le cas de figure notamment en ce qui concerne « l'interprétation et l'évaluation» de la nature et de l'ampleur du dommage subi, puisque l'arrestation ne revêtait pas un caractère politique. «Il convient de noter à

cet égard que l'évaluation a pris en compte les souffrances et les douleurs endurées, le milieu et la durée de détention, mais tout cela à la lumière des autres cas relevant de la compétence et des attributions de l'IER. L'accent a été mis ainsi sur la responsabilité de l'Etat dans les préjudices infligés aux victimes» explique le même responsable. C'est la raison pour laquelle, ce cas est inscrit dans des dossiers qui ont été examinés par la commission chargée du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance. ■

مجموعة «تاكونيت» تتسلم تعويضاتها وتصفها بـ«الهزيلة»

الرباط

خديجة عليموسى

أخرى تتمثل في معاش محترم وفي الإدماج الاجتماعي وتغطية تكميلية للتغطية الصحية.

وأشار إلى أن المجلس الاستشاري قام بدوره على أحسن وجه، لكن الحكومة ماطلت كثيرا في هذا الملف.

وحول عدد الملفات التي تمت تسويتها، أبرز محمد حيدر، رئيس شعبة حماية حقوق الإنسان ومساعدة ضحايا الانتهاكات التابعة للمجلس، أن عدد ملفات ضحايا تاكونيت المتوصل بها وصل 77 ملفا، أحيل منها 60 ملفا على الوزارة الأولى، بينما ما زالت 17 ملفا لم تحل بعد لعدم استكمالها الوثائق.

ومن جهته، ذكر أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أن تنفيذ التوصية الخاصة بمجموعة ضحايا تاكونيت تعتبر آخر التوصيات

تسلمت مجموعة الدار البيضاء، المعروفة باسم ضحايا «تاكونيت»، أمس بالرباط، تعويضاتها وهي عبارة عن شيكات بمبالغ مالية تضمنتها المقررات التحكيمية الخاصة بكل واحد من أفرادها في إطار تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وبلغت قيمة التعويض حوالي 250 ألف درهم للفرد الواحد، حسب ما أكده محمد الواتيقو، رئيس منتدى الحريات لحقوق الإنسان المغربي مجموعة 215، في تصريح لـ«المساء».

وقال للواتيقو: «إن قيمة التعويضات التي تسلمها 62 متضررا هزيلة جدا ولا تناسب حجم ما عانتها هذه المجموعة من تعذيب وسوء معاملة»، موضحا أن للمجموعة مطالب

وتتكون المجموعة من 215 شخصا ينحدرون من مدينة الدار البيضاء، اعتقلوا بمركز الاحتجاز بمدينة تونيت، التي توجد بإقليم زاكورة، ما بين شهر دجنبر 1971 وبداية مارس 1972 بمناسبة استضافة مدينة الدار البيضاء لمؤتمر القمة الإسلامي سنة 1971.

وكانت أعمار هذه المجموعة تتراوح ما بين 14 و70 سنة، حسب تقرير هيئة الإنصاف والمصالحة.

وحسب شهادات ضحايا هذه المجموعة، فإنهم تعرضوا للتعذيب وسوء المعاملة والوقوف تحت الشمس لمدة خمس ساعات، وكانوا يقضون حاجاتهم في «سطل» واحد وضع رهن إشارتهم لهذا الغرض،

وقد أدت ظروف اعتقالهم إلى وفاة سبعة أشخاص منهم.

المتعلقة بالتعويضات في إطار جبر الأضرار الفردية، طبقا للمعايير والمقاييس العامة المعتمدة من طرف هيئة الإنصاف والمصالحة، وذلك بموجب مقررات تحكيمية في إطار تنفيذ توصيات الهيئة. وبخصوص الإدماج الاجتماعي، قال حرزني، في كلمة له ألقاها بحضور ضحايا تونيت بالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، إن «كل تعويضات الضحايا الصادرة ضمن المقررات التحكيمية المتوصل بها، تدرج ضمن القوائم التي يشتغل عليها المجلس، بتعاون مع الحكومة وأطراف أخرى، لتأمين تفعيل تلك التوصيات التي تهم هذا الشكل».

وسلم ضحايا تاونيت بالمناسبة هدية إلى أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وهي عبارة عن صورة للملك محمد السادس.

Laâyoune

La socialisation de l'enfant à l'ordre du jour

La ville de Laâyoune a accueilli, vendredi dernier, un séminaire international sur la socialisation de l'enfant. Il a été animé par des chercheurs étrangers qui ont fait des recommandations concernant la situation de l'enfant.

DNCR à Laâyoune Mohamed Laabid
mlaabid@aujourd'hui.ma

Dans le cadre de l'exécution des recommandations du débat public sur les droits de l'Homme qui s'est tenu en octobre à Laâyoune, cette ville a abrité, vendredi dernier, le séminaire international sur la socialisation de l'enfant. Des acteurs associatifs locaux, des départements gouvernementaux concernés, des experts nationaux et internationaux ont pris part à ce débat. Ceux-ci ont abordé la question de l'enfance du point de vue de la socialisation et la protection selon différents axes. Il s'agit de l'enfant et l'éducation aux droits de l'Homme, du rôle de l'éducateur dans la socialisation de l'enfant et du développement psychologique de l'enfant.

Ce séminaire entre également dans le cadre des activités du Festival international de l'enfant à Laâyoune. Celui-ci a été organisé, du 9 au 12 avril, par la Ligue marocaine pour la protection de l'enfance et le Conseil consultatif des droits de l'Homme. Intervenant lors du séminaire, Ahmed Herzenni, président du CCDH, a souligné que cette rencontre coïncide avec la célébration du 20ème anniversaire de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. C'est une occasion pour mettre en exergue les

réalisations faites au profit de l'enfant marocain. Selon les autres interventions, le choix de la socialisation de l'enfant comme thème de ce séminaire se justifie par l'importance de cet élément dans le développement de l'enfant. En effet, la socialisation conditionne l'intégration harmonieuse du futur adulte à la société. Les chercheurs, venus de France, d'Espagne, de Tunisie et du Koweït, ayant pris part à ce séminaire ont exposé une série d'études et expériences. Celles-ci ont permis de mieux faire

La volonté de l'enfant de coopérer au processus devra être encouragée par les responsables de son éducation.



Ahmed Herzenni, président du CCDH.

comprendre aux différents acteurs et aux personnes concernées le processus de socialisation de l'enfant et de connaître les principales stratégies permettant aux parents et aux éducatrices d'aider l'enfant dans sa démarche de socialisation. Selon eux, la socialisation ne repose pas sur un mécanisme spontané, mais l'enfant doit être guidé et conseillé. Aussi, la volonté

de l'enfant de coopérer au processus devra être encouragée par les responsables de son éducation. De même, pour ces chercheurs, le signe distinctif d'une société épanouissante est sa capacité d'inculquer à ses membres le respect de soi et des autres ainsi que des lois, des coutumes et des valeurs qui lui sont propres. C'est pourquoi, les parents et les éducatrices jouent un

grand rôle dans cet effort de socialisation. A la fin de ce séminaire, plusieurs recommandations ont été prises. On cite à cet égard la mise en place d'une série d'études sur la situation de l'enfance et ses besoins. Par ailleurs, les organisateurs souhaitent, désormais, faire de Laâyoune une station nationale importante pour l'étude des affaires de l'enfance. ■

لجنة متابعة تنفيذ توصيات الهيئة تنهي آخر حلقة من مسلسل جبر الأضرار الفردية

الدولة تعوض ضحايا تاكونيت عن ماضي القمع بـ4 ملايين سنتيم

■ الرباط - حنان بكور ■

عن المبالغ المرصودة لهذه العملية، فإنها ستساهم بما لا شك فيه في رفع المعاناة عن هؤلاء الضحايا، وخاصة في الجانب المتعلق بالتغطية الصحية الذي يعتبر أحد الأشكال المستدامة لجبر الضرر الفردي». وأضاف أن «تنفيذ التوصية الخاصة بمجموعة ضحايا تاكونيت تعتبر آخر التوصيات المتعلقة بالتعويضات في إطار جبر الأضرار الفردية». وأشار حرزني إلى أنه قد تم قياس هذه الحالة من حيث المعاناة والآلام ومكان الاحتجاز ومدته مع الحالات التي تدخل ضمن الاختصاص الموضوعي للهيئة، بالتركيز على مسؤولية الدولة في ما تعرض له ضحايا تاكونيت من أضرار، مؤكدا أن الضحايا «سيستفيدون، أسوة بباقي الضحايا وذوي حقوقهم، من التغطية الصحية طبقاً لمقتضيات الاتفاقية المتعلقة بها». أما بخصوص الإدماج الاجتماعي، يقول حرزني، فإن «كل الضحايا، الصادرة بخصوصهم توصية ضمن

أنهت لجنة متابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، التابعة للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، صباح أمس الثلاثاء، آخر حلقة من مسلسل جبر الأضرار الفردية لضحايا سنوات الرصاص، حيث توصل ضحايا تاكونيت، خلال اللقاء التواصلي الذي نظمه المجلس، بتعويضاتهم المادية عن سنوات الاعتقال والتعذيب الذي تعرضوا له في بداية السبعينات. واستنادا إلى بعض المصادر، فإن حجم التعويض، الذي استفاد منه ما يزيد عن 70 ضحية، ممن وضعوا ملفاتهم لدى هيئة الإنصاف والمصالحة، بلغ 40 مليون درهم، وزعت بشكل متفاوت بين المستفيدين، وذلك في إطار تنفيذ التوصيات الصادرة عن هيئة الإنصاف والمصالحة.

وفي هذا السياق، قال أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إنه «بغض النظر



(خاص)

أحمد حرزني رئيس المجلس الإستشاري لحقوق الإنسان

أخرى، لتأمين تفعيل تلك التوصيات التي تهم هذا الشكل الآخر من جبر الضرر».

المقررات التحكيمية المتوصل بها، تدرج حالاتهم ضمن القوائم التي يشتغل عليها مع الحكومة وأطراف

تعرضوا خلالها لسوء المعاملة والمس بالكرامة.

وتوجد مدينة تاكونيت في أقصى الجنوب الشرقي، وتعرف بقساوة طبيعتها وحدة ارتفاع الحرارة أو انخفاضها حسب الفصول. واستعمل مركز الاحتجاز بتاكونيت، الذي كان في الأصل دارا للكلاوي، من طرف الجيش الفرنسي فجيش التحرير، ثم الجيش الملكي خلال ما يعرف بحرب الرمال، وأستعملته فيما بعد مصالح القوات المساعدة.

ويعتبر الأشخاص المنتمون إلى المجموعة المعروفة بـ«مجموعة الدار البيضاء»، أول من احتجز بهذا المركز. وتتكون المجموعة من 215 شخصا تتراوح أعمارهم ما بين 14 و70 سنة، وقد تم تنقل الباقي منهم على قيد الحياة إلى ثكنة القوات المساعدة بشارع الجيش الملكي بالدار البيضاء خلال شهري أبريل وماي 1974 ليفرج عنهم في شهر يونيو من السنة نفسها.

من جهته، أعرب محمد واثيقو، في كلمة ألقاها باسم الضحايا، عن ارتياح المجموعة لتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة. وقال واثيقو مخاطبا رئيس المجلس: «نحن إخوتكم في الدم والوطن.. وما عندكم فين تلوحونا»، مشيرا إلى أن أغلب الضحايا صاروا «شيوخا وعجزة هلكهم الفقر والمرض والحاجة»، وأن هذه المبادر «فتحت في وجوههم ووجوه أبنائهم باب الأمل».

وتعود قصة ضحايا تاكونيت إلى سنوات السبعينات، عندما أعتقلت السلطات الأمنية مجموعة من المشردين والمتسولين ابتداء من يناير 1971 على هامش استضافة مدينة الدار البيضاء لمؤتمر القمة الإسلامي، وقد تم اعتقالهم من الشارع والمحلات التي كانت تؤويهم ليلا وأحيلوا على مراكز الشرطة القريبة من تلك المحلات، ليتم نقلهم فيما بعد في ظروف غير إنسانية إلى مركز تاكونيت، حيث بقوا رهن الاحتجاز مدة تناهز ثلاث سنوات،